

Appel au Rassemblement des Recalé.e.s de Parcoursup avec les personnes mobilisées contre la loi d'accès à l'enseignement supérieur (loi ORE)

le 23 mai devant le rectorat

(Tram L1, arrêt : Auditorium)

Il manque actuellement l'équivalent de 10 universités en France pour faire face à la croissance du nombre de bachelier.e.s. Loin de répondre au manque de places, **Parcoursup instaure un système de tri opaque, coûteux et socialement néfaste**, avec comme conséquences :

- **Très peu de temps pour décider de son avenir** : dès la réception de plusieurs réponses positives, l'élève ne disposera que d'**une semaine, voire 24h en fin de processus, pour choisir son affectation**, afin de libérer des places pour les autres.
- **Une orientation subie** : si aucun des 10 vœux énoncés n'obtenait de réponse positive, **c'est le recteur qui proposera une affectation d'office** pour le bachelier... là où il restera de la place.
- **Le renforcement des inégalités sociales et territoriales** : le poids du livret scolaire (notes, appréciations), la filière, le lycée d'origine, les activités extra-scolaires (certifications, stages, engagement associatif) seront décisifs dans la sélection.

Si APB n'était pas parfait, au moins ce logiciel ne reposait pas sur **des critères opaques et aléatoires selon les filières visées**. Le problème du tirage au sort aurait pu être résolu en créant 2500 places supplémentaires (0,45 % des admis.e.s). Avec Parcoursup, c'est le règne de l'arbitraire technocratique qui s'impose, selon une logique de tri social. **L'absence de prise en compte de la hiérarchie des vœux va orienter des milliers de jeunes vers des choix par défaut, et générer des semaines d'attente anxiogène pour leur entourage, en pleine période des épreuves du baccalauréat.**

Alors qu'il suffirait d'un effort budgétaire modeste afin de résoudre les problèmes de place à l'Université (1 milliard / an, soit ~5% du budget du Ministère de l'Enseignement Supérieur), le gouvernement fait le choix d'une réforme, mise en place dans la précipitation, qui ne répond absolument pas aux besoins de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, elle crée de nouveaux problèmes tout en n'apportant aucune solution réelle à ceux existants.

Les premiers résultats de Parcoursup seront connus le 22 mai. Nous nous adressons à tou.te.s les candidat.e.s recalé.e.s par la plateforme et à leurs entourages, aux enseignant.e.s et au personnel du Ministère de L'Education Nationale :

**Rassemblement devant le rectorat à Dijon,
Mercredi 23 mai à 18H**

Pour mettre l'Etat devant ses responsabilités, exiger des moyens pour l'Université, ainsi qu'une place pour chaque bachelier.e dans la filière de son choix. Pour exiger le retrait de la réforme du baccalauréat et de la loi ORE.

